

En Suède, des maires refusent d'aider au retour volontaire des migrants

Partout dans le pays, des édiles s'opposent à la mesure défendue par la droite et l'extrême droite. Un élan inédit qui prend le gouvernement au dépourvu

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

La révolte a commencé dans la petite commune de Jokkmokk, 4700 habitants, sur le cercle polaire. Puis elle s'est étendue au nord de la Suède, avant de gagner le reste du pays. Jeudi 6 novembre, plus de 130 municipalités (sur 290) et une dizaine de régions avaient exprimé leur refus de prêter main-forte à la coordinatrice nationale nommée par le gouvernement libéral-conservateur et chargée d'accélérer les retours volontaires des migrants vers leurs pays d'origine. En plus de restreindre les arrivées, la coalition de droite et d'extrême droite, au pouvoir depuis l'automne 2022, a fait des départs une de ses priorités. Ceux, forcés, des immigrés en fin de droits ou des demandeurs d'asile déboutés. Mais aussi le retour volontaire des personnes d'origine étrangère en situation légale en Suède. Le 30 octobre, Stockholm a ainsi annoncé que la prime versée à ceux qui accepteraient de partir allait passer de 10 000 couronnes (900 euros)

pour un adulte à 350 000 couronnes au 1^{er} janvier 2026.

Selon le ministre de l'immigration, Johan Forsell, cette aide s'adresse avant tout « aux personnes qui, pour diverses raisons, ne se sentent pas à l'aise ou ne sont pas suffisamment intégrées dans la société suédoise » ; 2,5 milliards de couronnes vont y être consacrés sur trois ans. Et cela, malgré l'enquête menée par l'économiste Joakim Ruist, à la demande du gouvernement, qui concluait en août 2024 à l'inefficacité d'un tel dispositif et à ses potentiels effets pervers pour l'intégration.

Mais pour la droite et l'extrême droite, pas question d'abandonner une des promesses figurant dans leur accord de coalition. Le 5 juin, le gouvernement a donc chargé Teresa Zetterblad, ex-directrice des services communaux d'une petite municipalité près de Stockholm, de travailler avec les collectivités locales pour accélérer les départs. Début octobre, M^{me} Zetterblad a envoyé un courrier aux communes leur proposant une entrevue.

Bien mal lui en a pris. « Merci, mais non merci », a réagi Roland Boman, maire de Jokkmokk, dans une lettre, publiée sur Facebook le 23 octobre – quatre mots qui se sont rapidement transformés en un cri de ralliement. Agé de 72 ans et membre d'un petit parti local baptisé « L'Avenir pour la commune de Jokkmokk », l'édile écrit : « Jokkmokk, c'est nous. Pas nous et eux (...) Peu importe l'origine, le pays de naissance et la couleur de peau. » Dans sa missive, il dénonce la politique du gouverne-

« A Jokkmokk, nous avons besoin de tous ceux qui vivent et travaillent ici, y compris ceux qui viennent de pays étrangers »

ROLAND BOMAN
maire de Jokkmokk

ment qui « semble basée sur une façon non suédoise de considérer les gens et leur valeur ».

Joint au téléphone, M. Boman explique : « A Jokkmokk, nous avons besoin de tous ceux qui vivent et travaillent ici, y compris ceux qui viennent de pays étrangers [13 % des habitants]. Nous n'avons pas besoin de renvoyer qui que ce soit. C'est ce que j'ai voulu dire dans ma lettre, tout en faisant remarquer que nous semblons vivre dans une réalité très différente de celle des responsables politiques à Stockholm, qui ne parlent plus que de punitions et de représailles. »

« Volonté de rester soudés »

Le texte a été vu plus de 1,2 million de fois (dans un pays de 10 millions d'habitants) et, dès le lendemain, d'autres communes se joignaient au mouvement : des petites localités, des villes moyennes, mais aussi Stockholm, Göteborg et Malmö, les trois plus grosses agglomérations du pays. La plupart sont dirigées par la gauche ; certaines dans le cadre d'une alliance avec des formations représentées au gouvernement, comme la ville universitaire de Lund, où le chef de file des conservateurs, Rasmus Törnblom, estime que la question des retours volontaires « relève surtout de la politique des symboles et des slogans » et « n'est pas une priorité » pour ses administrés.

A ce mouvement d'humeur inédit, dans un contexte marqué par un durcissement majeur de la rhétorique et de la politique anti-immigration en Suède, la politicienne Marie Demmer voit deux explications. La première est idéologique : « La majorité des communes suédoises sont petites et le sentiment d'appartenance à la communauté est crucial. Il y a donc une volonté de rester soudés

et de ne pas montrer du doigt certaines personnes présentées comme des parasites. »

Cheffe de file des Verts à Göteborg, Karin Pleijel souligne : « C'était important pour nous de montrer que nous étions solidaires de ceux qui sont venus s'installer ici et de rappeler que l'intégration est un processus réciproque. »

Par ailleurs, note M^{me} Demker, « le gouvernement semble avoir sous-estimé l'ampleur du manque de main-d'œuvre dans le pays et la charge économique que cela représente pour les communes, notamment dans le Nord, où la population baisse ». Depuis des années pourtant, l'Association des communes et régions suédoises (SKR) met en garde : si rien ne change d'ici à 2033, 65 600 postes ne seront pas pourvus dans les services d'aide à la personne dans moins de dix ans et il manquera 17 700 employés dans le secteur de la santé.

Dans un rapport publié en novembre 2024, la SKR estime que l'augmentation totale du nombre d'actifs d'ici là sera entièrement alimentée par les résidents nés à l'étranger, qui sont au nombre de 2,2 millions en Suède. Aujourd'hui déjà, ils représentent 22 % des employés municipaux et régionaux (contre 13 % en 2013), dont un quart vit dans le pays depuis moins de dix ans ; 40 % des médecins, plus de la moitié des aides à domicile et 35 % des infirmiers sont nés à l'étranger.

En réaction au mouvement des communes, le ministre de l'immigration a fustigé l'« irresponsabilité » de l'opposition, tandis que les Démocrates de Suède (extrême droite) menaçaient de suspendre les subventions de l'Etat. Une manœuvre « digne de Donald Trump », raille M^{me} Pleijel. ■

ANNE-FRANÇOISE HVERT

ÉQUATEUR

Des affrontements entre gangs dans une prison font 31 morts

Trente et une personnes sont mortes, dimanche 9 novembre, lors d'une journée de violence dans une prison, à Machala, dans le sud-ouest de l'Équateur, ont annoncé les autorités pénitentiaires. Des affrontements à l'arme à feu et à l'explosif avaient fait quatre morts dans la nuit de samedi à dimanche. Les autorités ont indiqué que 27 autres personnes, pour beaucoup « asphyxiées », ont également été découvertes mortes, portant des blessures (étranglement) attribuées à d'autres détenus. Les prisons d'Équateur sont devenues des centres d'opération pour des gangs rivaux de trafiquants de drogue. Les conflits qui les opposent ont causé depuis 2021 près de 500 morts. – (AFP)

INDONÉSIE

Le dictateur Suharto élevé au rang de « héros national »

L'Indonésie a élevé au rang de « héros national » le dictateur Suharto, par décret présidentiel, lundi 10 novembre, malgré les accusations de violation des droits humains qui pèsent sur lui. Ancien officier supérieur, Suharto a dirigé l'Indonésie d'une main de fer jusqu'en 1998, après avoir pris le pouvoir à la suite de massacres de grande ampleur, en 1965-1966. Le président indonésien actuel, Prabowo Subianto, lui-même ancien militaire, occupait le poste de chef des forces spéciales à la fin du régime de Suharto, dont il a épousé la fille. – (AFP)

13 NOVEMBRE, ON SE SOUVIENT.

France Télévisions commémore
les 10 ans des attentats.

FICTION

Des vivants

DOCUMENTAIRES

13 novembre, le choix de Sonia
13 novembre, nos vies en éclats
13 novembre, les ricochets

INFORMATION

Émission spéciale
Envoyé spécial

À RETROUVER SUR

france.tv

